

Service Santé Protection Animales et environnement
3 rue Jehan Pinard
BP 19
89000 AUXERRE

AUXERRE, le 13/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRADIVAL

1 rue Jules RIMET
89400 Migennes

Références : CLB/ID – 23 000 041
Code AIOT : 0005401295

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2023 dans l'établissement TRADIVAL implanté 1 rue Jules RIMET 89400 Migennes. L'inspection a été annoncée le 12/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle est réalisé : - dans le cadre des actions régionales sur les équipements sous pression, - au regard des obligations de réduction de consommation d'eau prévisibles dans le contexte de sobriété hydrique

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRADIVAL
- 1 rue Jules RIMET 89400 Migennes
- Code AIOT : 0005401295
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Il s'agit d'un abattoir complété par un atelier de découpe de viande. Il est équipé de tours aéro réfrigérantes et d'une station d'épuration, dont le rejet final se fait dans la rivière Yonne, par le réseau des eaux pluviales de la commune de Migennes.

La réfrigération est faite par compression d'ammoniac, et de nombreux équipements des ouvriers nécessitent de l'air comprimé
Enfin, les règles de sécurité alimentaire prévoient que les locaux et les outils soient nettoyés et désinfectés à la fin de chaque journée de travail.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- équipements sous pression
- consommation d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
8	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
4	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
7	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
9	Registre	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
10	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
11	Rejets des stations de traitement des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non conformité est relevée dans chaque domaine :

- ESP : retard de contrôle des installations de production d'air comprimé
- consommation d'eau : dépassement du niveau de consommation autorisé dans l'arrêté préfectoral du 10 mars 2000

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : liste disponible, récipients dont l'exploitant n'est pas propriétaire non référencés (citerne Linde à l'extérieur)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
Constats : dates renseignées dans le document présenté échéance non respectée pour une partie des équipements (air comprimé), rendez-vous pris et contrôle planifié début juillet
Observations : contrôle réalisé le 6/07
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats :

NH3 : rapport de conformité réalisé en fin de travaux de remise à niveau avec les besoins de production

Réservoirs Pauchard pour air comprimé. : retard d'un an faute, entre autres, de réponse du prestataire, visite planifiée le 6/07 (documents présentés)

sécheurs sous contrat : remplacement alumine entre le 5 et le 7/07

Observations : interventions planifiées pour les contrôles en retard.
l'exploitant enverra les rapports à réception

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2; toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; [...] - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.
Constats : toutes les visites de requalification sont programmées en 2028
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : conforme, tous équipements sous contrat de maintenance - Johnson pour l'ammoniac, - Air Equipement Industriel pour l'air comprimé
Observations : Remplacement d'un compresseur pour raison de rentabilité énergétique
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
Constats : Contrats de maintenance, remplacement des soupapes à chaque requalification
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1000 m3 par an : Réduction des prélèvements et/ou consommation de 10% par rapport à la moyenne hebdomadaire.
Constats : changement des buses sur les lances de nettoyage surveillance régulières sensibilisation du personnel travail sur les TAR (déconcentration automatique) formalisation d'un plan d'utilisation rationnelle de l'eau (cf. Observations)
MAIS : travail un jour de plus --> un nettoyage supplémentaire --> dépassement du niveau de consommation autorisé par AP, en 2022
Observations : STEP 2.5% : travail sur les économies par poste (préparation du polymère) lavage bétailières 6% TAR 3.7% USINE : 87.8 %, y compris lavage des camions frigo, atelier steak haché problème d'estimation de la consommation réelle de chaque atelier pour raison de boucle pour l'eau chaude Un arrêté complémentaire prescrivant une étude technico-économique permettant de préciser les possibilités de réduction des prélèvements d'eau est mis à la signature de M. le préfet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1000 m3 par an : Registre hebdomadaire des prélèvements mis à disposition des services de contrôle
Constats : registre mensuel présenté, compteurs relevés 1 fois/semaine : environ 3700 m3/semaine et 550 m3/j registre informatique présenté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Prescription contrôlée : Si la consommation est inférieure à 1000 m3 par an : Mise en œuvre de dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau et limitation au maximum des consommations.
Constats : non concerné
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rejets des stations de traitement des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Prescription contrôlée : Rejets des stations de traitement des eaux usées : En cas de dépassement des normes de rejet, les industriels devront mettre en œuvre dans les plus brefs délais des mesures correctives nécessaires selon les préconisations du service de police de l'eau, ou de l'inspecteur des installations classées.
Constats : rondes chaque jour non travaillé, plus alertes téléphoniques selon paramètres Mesures correctives selon nature et cause du dépassement
Observations : PROCELEC : centrale d'appel qui sera sollicitée et qui renvoie l'alerte aux personnes d'astreinte
Type de suites proposées : Sans suite